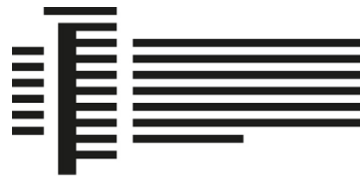




**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



ARCHITECTURE NANCY

**PRESTATION DE NETTOYAGE
DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANCY**

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)



ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

L'école nationale supérieure d'architecture de Nancy a connu sur son édifice Vacchini situé rue Bastien-Lepage un sinistre en 2017. Les activités de l'école ont été transférées temporairement dans l'ancienne école des Beaux-Arts située avenue Boffrand, à Nancy. Les travaux de confortement, de reconstruction et de second œuvre touchent à leur fin, et la rentrée scolaire 2021 se déroulera dans l'édifice Vacchini.

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une prestation de nettoyage après travaux et déménagement. Cette prestation étant programmé en partie durant la réinstallation de l'administration, une situation de coactivité se présentera.

ARTICLE 2 - MODE DE CONSULTATION ET FORME

Le marché est passé selon la procédure adaptée, en application de l'article L2120-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES

Le marché est conclu entre :

- D'une part, la personne publique : École nationale supérieure d'architecture de Nancy – 2 rue Bastien-Lepage – 54000 Nancy, signataire, représentée par la directrice de l'ENSA de Nancy, Gaëlle PERRAUDIN, dénommée dans les documents « ENSA Nancy » ;
- D'autre part, la société dont l'acte d'engagement aura été signé par le pouvoir adjudicateur, dénommée dans les documents « titulaire ».

L'interlocuteur du titulaire pour toutes les questions d'ordre administratif est :

Le responsable du service infrastructure,
Enguerran WILLAUME-REAL ; enguerran.willaume-real@nancy.archi.fr ; 03 83 30 81 45
OU

La responsable adjointe du service infrastructure,
Natacha LECLERC ; natacha.leclerc@nancy.archi.fr ; 03 83 30 81 41

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (AE) ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Annexe 1 au CCTP - planning d'intervention par zone ;
- Annexe 2 au CCTP - plans des locaux ;
- Annexe 3 au CCTP – liste du personnel avec ancienneté et qualification ;
- Mémoire technique proposé par le titulaire du marché dans son offre.
- Les pièces particulières, annexes éventuelles :
 - Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) ;
 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Sauf cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Les pièces constitutives du marché définies ci-dessus expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les autres documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures ou tout autre document commercial.

ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à partir de la notification par courrier électronique avec accusé de réception, et jusqu'à la complète exécution des prestations, la réception et le règlement.

La notification vaut ordre de service de démarrage et prescrit l'exécution des prestations dans les conditions définies au CCTP et ses annexes.

Le respect des délais prescrits dans le calendrier d'intervention tels que définis dans l'annexe 1 du CCTP est impératif, sous peine de pénalité (article 14).

ARTICLE 6 - FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Le marché et les courriers divers sont notifiés par courrier électronique avec accusé de réception à l'adresse électronique stipulée à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 – LANGUE ET UNITÉ MONÉTAIRE

Les correspondances sont rédigées en français. L'unité monétaire de compte est l'euro.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Représentant de l'ENSA Nancy

Pour ce qui concerne les opérations de nettoyage, l'ENSA Nancy est représentée par le responsable du service infrastructure, Enguerran WILLAUME-REAL. En cas d'absence ou d'empêchement, l'ENSA Nancy sera représentée par la responsable adjointe du service infrastructure, Natacha LECLERC.

8.2 Conduite des prestations et obligations des cocontractants :

Les conditions de participation du titulaire à l'organisation du projet, l'élaboration du planning d'exécution des prestations, les conditions d'accès aux sites, les prestations à la charge du titulaire et de l'ENSA Nancy, les obligations respectives des cocontractants et autres modalités d'exécution des prestations (horaires d'intervention, intervention en site occupé, vérification de bonne exécution des prestations, nettoyage, SAV, etc.) sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

8.3 Obligation de confidentialité et comportement des employés

Tous les renseignements et documentations portés à la connaissance du titulaire ou de ses intervenants au cours de l'exécution du marché sont considérés comme confidentiels et ne doivent en aucun cas être communiqués à qui que ce soit.

8.4 Objectifs de résultat et responsabilité du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il est tenu de mettre en œuvre tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la constitution des bâtiments, dont les plans figurent dans l'annexe 2 du CCTP.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations des installations ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

Les moyens humains et matériels ainsi spécifiés par le titulaire dans son mémoire technique sont indicatifs.

Si le titulaire estime, en cours d'exécution des prestations, que ceux-ci sont insuffisants, il met en œuvre,

sans supplément de prix, tout moyen supplémentaire nécessaire afin de respecter les délais.
Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation, à ses frais et sans modification du prix du marché annexé à l'acte d'engagement, d'une prestation conforme au Cahier des Clauses Techniques Particulières.
Les prestations devront être effectuées sans perturber le fonctionnement de l'ENSA Nancy. Le titulaire devra respecter les contraintes et les consignes qui lui sont imposées par l'ENSA Nancy.

8.5 Assurances

Le titulaire est responsable de tout dommage, quelle qu'en soit la cause, l'origine, la nature, causé par lui-même ou les personnes dont il répond.

Le titulaire devra communiquer dans son mémoire l'attestation d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du code civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à prévenir l'ENSA Nancy de toutes modifications dans ses polices d'assurances. Le défaut d'assurance entraînera de facto la résiliation du marché.

ARTICLE 9 - PRIX

9.1 Forme et contenu du prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions (assurances incluses) et dépenses nécessaires à l'exécution complète des prestations telles que définies dans le CCTP.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le taux de TVA applicable est le taux en vigueur au jour de l'exécution de la prestation.

9.2 Variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

Le titulaire, ayant évalué au cours de la visite technique obligatoire organisée dans le cadre de la consultation avant remise de son offre, l'ensemble des surfaces d'intervention, les sujétions techniques, ainsi que les moyens à mettre en œuvre en vue de réaliser les opérations de nettoyage, conformément aux spécifications figurant dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), ne pourra en aucun cas, après réalisation des prestations, présenter une demande de paiement à l'ENSA Nancy pour des prestations qu'il n'aurait pas évaluées lors de cette visite.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1 Modalités générales

Le titulaire adresse à l'ENSA Nancy une facture. Après exécution et admission de toutes les prestations (y compris les prestations de service après-vente), et constatation de service fait. Le mode de règlement est le virement administratif. Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique sur le compte ouvert au nom du titulaire, dont les coordonnées sont les suivantes

Compte ouvert au nom de :

Banque :

Code banque :

Code guichet :

Numéro de compte :

Clé :

Le délai de paiement est fixé à trente jours (30) jours comptés à partir de la date de réception de la facture par l'ENSA Nancy.

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, la dématérialisation du traitement de ses factures a été engagée.

Le titulaire doit adresser sa facture de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante :

<https://chorusfactures.budget.gouv.fr>.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures.

Pour déposer sa facture sur le portail, le titulaire fournit toutes les mentions légales notamment : la date de facture, le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN, les montants HT et TTC, le taux de TVA appliqué et son montant, la nature des prestations exécutées ainsi que les informations suivantes présentes sur le bon de commande : - le numéro de commande

- Le code de service exécutant ;

- Le n° de Siret (à utiliser pour toutes les factures à destination des services de l'Etat) Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Pour toute question sur l'utilisation de Chorus pro, le titulaire peut interroger l'assistant virtuel ou poser une question via l'assistance en ligne.

Une hotline téléphonique est également à sa disposition pour toutes difficultés liées à l'utilisation du portail Chorus pro au 04 77 78 39 57

La documentation utilisateur et la FAQ de la communauté Chorus pro <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr> peuvent être consultées.

10.2 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement fixé ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire ou le sous-traitant éventuel, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration dudit délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Toute facture qui n'est pas présentée dans les formes fixées par le marché est retournée au titulaire. Le délai global de paiement est alors interrompu.

ARTICLE 11 - SOUS - TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement et ce, avant tout début d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le titulaire demeure le seul interlocuteur de l'ENSA Nancy des prestations sous-traitées.

ARTICLE 12 - NANTISSEMENT

Le marché peut être nanti. Le pouvoir adjudicateur remet, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant une copie de l'original du marché revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

ARTICLE 13 - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par l'ENSA Nancy à l'issue de la phase de nettoyage.

La réception est matérialisée par un procès-verbal de réception mentionnant le cas échéant les réserves éventuelles, le délai convenu avec le titulaire pour en effectuer la levée et la date de réception définitive prévue.

La réception définitive sera matérialisée :

- Sur le procès-verbal en indiquant la date de livraison définitive ;

- Par une attestation de service fait par le représentant de l'ENSA Nancy après réception de la facture.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels affectés aux opérations de nettoyage sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité. Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel défini dans l'article 2 du CCTP, il lui incombe de signaler par écrit à la personne publique avant l'expiration du délai, les causes n'étant pas de son fait (en cas de force majeure), qui font obstacle à l'exécution du marché.

- Pour retard d'intervention : 150 € HT par jour calendaire et par fait constaté et non motivé
- Pour oubli d'une prestation prévue au CCTP : 150 € HT par fait constaté et non motivé
- Pour non-utilisation d'un produit répondant aux exigences Eco Labels : 150 € HT par fait constaté et non motivé
- Pour non-respect des économies d'énergie et d'eau : 100 € HT par fait constaté
- Pour prestations réalisées de manière non satisfaisante : 100 € HT par fait constaté
- Pour non prise en compte des précautions fixées à l'article 4-6 du CCTP : 100 € HT par fait constaté.
- Non-transmission des documents prévus par le marché : 75 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par voie électronique par le pouvoir adjudicateur. Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer et sans mise en demeure préalable.

Les observations que le titulaire du marché serait amené à formuler sur les décomptes de pénalités doivent être présentées à la personne publique dans un délai maximal de 4 jours ouvrés à compter du jour où le différend est apparu.

Les pénalités ci-dessus sont cumulables.

Le montant des pénalités est en tout état de cause plafonné à 20 % du montant total du marché.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'ENSA Nancy peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, par une décision de résiliation de marché.

En cas de résiliation, les dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS sont seules applicables.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

ARTICLE 16 - LITIGES

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché est soumis à la compétence du tribunal administratif de Nancy.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS

L'article 4 (pièces contractuelles) déroge à l'article 4.2.2 CCAG-FCS.

L'article 14 (pénalités) déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.